



February 12, 2017

The Right Honourable Justin Trudeau P.C., M.P.
313S Centre Block
Ottawa ON K1A 0A6

Dear Right Honourable Prime Minister Trudeau,

On Friday January 27, 2017, President Donald Trump signed an Executive Order banning nationals of seven Muslim-majority countries from the United States for at least the next 90 days. The countries included in this ban are: Iraq, Syria, Iran, Libya, Somalia, Sudan, and Yemen. Also included in the President's anti-immigration Executive Orders are an indefinite ban on Syrian refugees, and a four-month ban on the admission of any refugee or refugee claimant.

The following day, you tweeted, and we quote, "To those fleeing persecution, terror & war, Canadians will welcome you, regardless of your faith. Diversity is our strength #WelcomeToCanada". To many Canadians who read this message, the perception is that Canada would not sit idly by while our closest neighbour and ally implemented these discriminatory policies. That, as a diverse and welcoming country, Canada should and would stand up and act.

On Tuesday January 31, 2017, the Honourable Speaker granted the NDP's request for an emergency debate in the House of Commons on this very subject. Sadly, both you and the Minister for Immigration, Refugees, and Citizenship rejected all proposals for Canada to condemn these policies and help those affected by it. For the thousands of Canadians who implored the Government to act, and for the hundreds of thousands who were led to believe that the Government would take action, it was a truly disappointing moment.

Your government made assurances that Canadians and those with permanent resident status would not be negatively impacted by these discriminatory travel bans. Since that claim, and despite the fact that the American judicial system has suspended these travel bans, it has been abundantly clear Canadians are being impacted.

On Thursday February 9, 2017, the NDP questioned the Liberal government on the case of Fadwa Alaoui, a Muslim Canadian born in Morocco. After being interrogated at the border for four hours on how often she attends her mosque and what her views are about President Trump, she was forced to drive home, denied entry to the United States even though she held valid Canadian travel documents.



On Friday, February 10, it was reported that another Canadian was barred from entering the United States. This time, a young man who was born in Canada. As reported by the CBC, Yassine Aber is a 19-year old university student at the University of Sherbrooke, and member of their track and field team. Born to first generation Moroccan Canadians, Mr. Aber was travelling on his Canadian passport, with his track and field team and coaching staff. At the border crossing located in Stanstead, Quebec, their van was stopped, and Mr. Aber was targeted for questioning by American border officials. He was asked intrusive questions not only about himself but about his parents, who were not even on the trip. He was forced to hand over his phone, and provide his password. He was fingerprinted. He was interrogated for a total of five hours before ultimately being denied entry to the United States. When asked why he was being denied entry, he was told that he didn't have proper documentation, a valid passport or an immigration visa. Mr. Aber, or any other Canadian, does not need an immigration visa to enter the U.S. and Mr. Aber's valid Canadian passport expires in 2026.

Mr. Prime Minister, in the wake of the President's Executive Order, there have been at least 5 publicly known recent accounts of valid Canadian travellers being denied entry to the United States. The treatment some Canadians are receiving at the border based on their heritage or religion is humiliating, completely unacceptable and harmful to Canada-US relations.

Canadians need a guarantee that they will not face discrimination at our borders. On Monday, when you will be meet with President Donald Trump, we implore you to draw attention to these issues.

As Prime Minister of Canada you represent the views and interests of Canadians on the world-stage. Canadians are resoundingly opposed to Mr. Trump's travel ban and you are therefore duty-bound to express Canada's opposition to these policies.

We would also ask you to draw specific attention to the cases of the Canadian families and individuals prevented from entering the United States in order to gain assurances from President Trump that this will not happen again.

It is always the job of the Prime Minister of Canada to stand up for human rights on the world stage and this responsibility still applies when speaking to allies.

Respectfully,

Thomas Mulcair
Leader of the NDP

Jenny Kwan
NDP Critic for Immigration,
Refugees and Citizenship



12 février 2017

Le Très Honorable Justin Trudeau, membre du Conseil privé, député
Parlement du Canada
Édifice du Centre, local 313-S
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

M. le Très Honorable Premier Ministre Trudeau,

Le vendredi 27 janvier 2017, le président Donald Trump a signé un décret présidentiel interdisant l'entrée aux États-Unis pendant au moins 90 jours aux ressortissants de sept pays à majorité musulmane. Les pays visés par ce décret sont : l'Irak, la Syrie, l'Iran, la Lybie, la Somalie, le Soudan et le Yémen. Le décret anti-immigration du président Trump incluait aussi des dispositions interdisant l'entrée aux réfugiés syriens pour une période indéterminée, ainsi qu'un gel de quatre mois à l'admission de tout réfugié ou demandeur d'asile.

Le lendemain, vous avez publié, et nous citons : « À ceux qui fuient la persécution, la terreur et la guerre, sachez que le Canada vous accueillera indépendamment de votre foi. La diversité fait notre force #BienvenueAuCanada ». La perception de nombreux Canadiens ayant lu ce message était que le Canada n'allait pas rester les bras croisés pendant que notre plus proche voisin et allié mettait en place ces politiques discriminatoires. Ils pensaient que le Canada, à titre de pays diversifié et accueillant, devrait et allait se tenir debout et agir.

Le mardi 31 janvier 2017, l'honorable Président a accueilli la demande faite par le NPD de tenir un débat d'urgence à la Chambre des communes sur ce sujet précis. Malheureusement, le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté et vous-même avez rejeté toutes les propositions visant à ce que le Canada condamne ces politiques et vienne en aide aux personnes qui en sont affectées. Pour les milliers de Canadiens qui ont imploré le gouvernement d'agir, et pour les centaines de milliers de personnes amenées à croire que le gouvernement agirait, cela a constitué un moment réellement décevant.

Votre gouvernement a donné l'assurance aux Canadiens et aux personnes ayant le statut de résident permanent qu'ils ne subiraient aucun impact négatif de ces interdictions de séjour discriminatoires. Depuis cette déclaration, et malgré le fait que le système judiciaire américain ait suspendu ces interdictions de séjour, il est ressorti très clairement que les Canadiens subissent les répercussions de cette situation.

Le jeudi 9 février 2017, le NPD a posé des questions au gouvernement libéral au sujet du cas de Fadwa Alaoui, une Canadienne musulmane née au Maroc. Après avoir été interrogée pendant quatre heures à la frontière pour savoir à quelle fréquence elle allait à la mosquée et quelle était son opinion du président Trump, on lui a refusé l'entrée aux États-Unis et elle a dû rebrousser chemin, même si elle détenait des documents de voyage canadiens valides.



HOUSE OF COMMONS
CHAMBRE DES COMMUNES
CANADA

Le vendredi 10 février 2017, on a signalé qu'un autre Canadien a été interdit d'accès aux États-Unis. Cette fois, il s'agit d'un jeune homme né au Canada. Comme l'a rapporté Radio-Canada, Yassine Aber, 19 ans, étudie à l'Université de Sherbrooke et fait partie de son équipe d'athlétisme. Né de Marocains Canadiens de première génération, M. Aber voyageait avec un passeport canadien en compagnie des autres membres et des entraîneurs de son équipe d'athlétisme. Au poste frontalier de Stanstead, au Québec, leur camionnette a été arrêtée, et M. Aber a été ciblé pour interrogatoire par les autorités frontalières des États-Unis. On lui a posé des questions indiscretes, non seulement sur lui, mais aussi sur ses parents qui ne faisaient même pas partie du voyage. On l'a obligé à remettre son téléphone et donner son mot de passe. On a pris ses empreintes digitales. Il a été interrogé pendant cinq heures en tout, avant de se voir finalement interdire l'accès aux États-Unis. Quand il a demandé pourquoi on lui refusait l'entrée, on lui a répondu qu'il n'avait pas les bons documents, un passeport valide ou un visa d'immigration. M. Aber, comme tout autre Canadien, n'a pas besoin d'un visa d'immigration pour entrer aux États-Unis; de plus, son passeport canadien est valide jusqu'en 2026.

M. le Premier Ministre, à la suite du décret présidentiel, on recense au moins cinq cas publics récents de voyageurs canadiens en règle à qui on a refusé l'accès aux États-Unis. Le traitement qu'ont subi certains Canadiens à la frontière, sous l'angle de leur patrimoine ou leur religion, est humiliant, totalement inacceptable et nuisible aux relations entre le Canada et les États-Unis.

Les Canadiens ont besoin d'obtenir l'assurance qu'ils ne subiront pas de discrimination à nos frontières. Lundi, lorsque vous allez rencontrer le président Donald Trump, nous vous implorons d'attirer l'attention sur ces enjeux.

À titre de premier ministre du Canada, vous représentez les points de vue et les intérêts des Canadiens sur la scène mondiale. Les Canadiens sont fortement opposés à l'interdiction de séjour établie par M. Trump; il vous incombe donc d'exprimer l'opposition du Canada à ces politiques.

Nous vous demandons aussi d'attirer l'attention spécifiquement sur les cas des familles ou des personnes du Canada à qui on a refusé l'entrée aux États-Unis, afin d'obtenir du président Trump l'assurance que cela ne se reproduira plus.

Il est toujours du devoir du premier ministre du Canada de défendre les droits de la personne sur la scène mondiale; cette responsabilité s'applique aussi lorsqu'il s'entretient avec des alliés.

Veillez accepter nos respectueuses salutations.

Thomas Mulcair
Chef du NDP

Jenny Kwan
Porte-parole du NDP Critic for en
matière d'immigration, réfugiés et citoyenneté